

TAUX DE L'ABONNEMENT

Pour un an... \$ 3.00
Pour six mois... 1.50
L'abonnement à l'avance sera payable à l'expiration du premier semestre.

JOURNAL DE LÉVIS

Politique, Commercial et Littéraire

TAUX DES ANNONCES.

Six lignes... \$ 0.50
Au-dessus de six lignes et pas plus de dix... 0.60
Pour chaque ligne au-dessus de dix... 0.08

Toutes correspondances, lettres, etc., concernant l'administration doivent être adressées franco à M. HANZ, Éditeur-Propriétaire.

R. C. TANGUAY, Rédacteur.

PUBLIÉ DANS LES INTÉRÊTS DE LA VILLE DE LÉVIS ET DES CAMPAGNES DU SUD.

O. BEGIN, Éditeur Propriétaire.

DOCUMENT IMPORTANT.

ATTITUDE ET POLITIQUE DE LA FRANCE.

La presse européenne ne s'occupe plus que d'un manifeste lancé par le gouvernement français: Le ministre de l'intérieur chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères, a adressé la circulaire suivante aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, le 16 septembre 1866.

Monsieur, le gouvernement de l'Empereur ne saurait ajourner plus longtemps l'expression de son sentiment sur les événements qui s'accroissent en Allemagne. M. de Moustier devant rester absent quelque temps encore, Sa Majesté m'a donné l'ordre d'exposer à ses agents diplomatiques les motifs qui dirigent sa politique.

La guerre qui a éclaté au centre et au sud de l'Europe a détruit la Confédération germanique et constitué définitivement la nationalité italienne. La Prusse, dont les limites ont été agrandies par la victoire, domine sur la rive droite du Mein. L'Autriche a perdu la Vénétie; elle est séparée de l'Allemagne.

En face de ces changements considérables, tous les Etats se recueillent dans le sentiment de leur responsabilité; ils se demandent quelle est la portée de la paix récemment intervenue, quelle sera son influence sur l'ordre européen et sur la situation internationale de chaque puissance.

L'opinion publique, en France, est émue. Elle flotte, incertaine, entre la joie de voir les traités de 1815 détruits et la crainte que la puissance de la Prusse ne prenne des proportions excessives, entre le désir du maintien de la paix et l'espérance d'obtenir, par la guerre, un agrandissement territorial. Elle applaudit à l'affranchissement complet de l'Italie, mais veut être rassurée contre les dangers qui pourraient menacer le Saint-Père.

Les perplexités, qui agitent les esprits et qui ont leur racine dans l'incertitude de l'avenir, imposent au gouvernement l'obligation de dire nettement sa manière de voir.

La France ne saurait avoir une politique équivoque. Si elle est attendue dans ses intérêts et dans sa force par les changements importants qui se font en Allemagne, elle doit l'avouer franchement et prendre les mesures nécessaires pour l'aider à conquérir son indépendance.

Par quelle singulière réaction du passé sur l'avenir, l'opinion publique verrait-elle, non des alliés, mais des ennemis de la France dans ces nations affranchies d'un passé qui nous fut hostile, appelées à une vie nouvelle, dirigées par des principes qui sont les nôtres, animées de ces sentiments de progrès qui forment le lien précieux des sociétés modernes?

Une Europe plus fortement constituée, rendue plus homogène par des divisions territoriales plus précises, est une garantie pour la paix du continent et n'est ni un péril ni un dommage pour notre nation. Celle-ci, avec l'Algérie, comptera bientôt plus de 40 millions d'habitants; l'Allemagne, 37 millions, dont 29 dans la confédération du Nord et 8 dans la confédération du Sud; l'Autriche, 35; l'Italie, 26; l'Espagne, 18. Qu'y a-t-il dans cette distribution de forces européennes qui puisse nous inquiéter?

Si on en excepte l'Espagne, nous n'avions aucune possibilité de contracter une alliance sur le continent. L'Italie était morcelée et impuissante, elle ne comptait pas comme nation. La Prusse n'était ni assez compacte, ni assez indépendante pour se détacher de ses traditions. L'Autriche était trop préoccupée de conserver ses possessions en Italie pour pouvoir s'entendre intimement avec nous.

Sans doute, la paix longtemps maintenue a pu faire oublier les dangers de ses organisations territoriales et de ses alliances, car ils n'apparaissent formidables que lorsque la guerre vient à éclater. Mais cette sécurité précieuse, la France l'a parfois obtenue au prix de l'effacement de son rôle dans le monde. Il n'est pas contestable que, près de quarante années, elle a rencontré debout et contre elle la coalition des trois cours du Nord unies par le souvenir de défaites et de victoires communes, par des principes analogues de gouvernement, par des traités solennels et des sentiments de défiance envers notre action libérale et civilisatrice.

Si, maintenant, nous examinons l'avenir de l'Europe transformée, quelles garanties présente-t-elle à la France et à la paix du monde? La coalition des trois cours du Nord est brisée. Le principe nouveau qui régit l'Europe est la liberté des alliances. Toutes les grandes puissances sont rendues les unes et les autres à la plénitude de leur indépendance, au développement régulier de leurs destinées.

La Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assure l'indépendance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombage. Fière de son admirable unité, de sa nationalité indestructible, elle ne saurait combattre ou regretter l'œuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir et subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité qu'elle représente et professe à l'égard des peuples. Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquiétudes se dissipent, ses inimitiés s'éloignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche et non qui l'éloigne de nous.

Au midi, l'Italie, dont la longue servitude n'avait pu étouffer le patriotisme, est mise en possession de tous ses éléments de grandeur nationale. Son existence modifie profondément les conditions politiques de l'Europe; mais, malgré des susceptibilités irréfléchies ou des injustices passagères, ses idées, ses principes, ses intérêts la rapprochent de la nation qui a versé son sang pour l'aider à conquérir son indépendance.

En retirant ses troupes de Rome, l'Empereur y laisse comme garantie de sécurité pour le Saint-Père, la protection de la France.

Dans la Baltique, comme dans la Méditerranée, surgissent des marines secondaires qui sont favorables à la liberté des mers.

L'Autriche, dégagée de ses préoccupations italiennes et germaniques, n'usant plus ses forces dans des rivalités stériles, mais les concentrant à l'est de l'Europe, représente encore une puissance de trente-cinq millions d'âmes qui aucune hostilité, aucun intérêt ne sépare de la France.

Par quelle singulière réaction du passé sur l'avenir, l'opinion publique verrait-elle, non des alliés, mais des ennemis de la France dans ces nations affranchies d'un passé qui nous fut hostile, appelées à une vie nouvelle, dirigées par des principes qui sont les nôtres, animées de ces sentiments de progrès qui forment le lien précieux des sociétés modernes?

Une puissance irrésistible, fait-il le regretter, pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations, en faisant disparaître les Etats secondaires. Cette tendance est le désir d'assurer aux intérêts généraux des garanties plus efficaces. Peut-être est-elle inspirée par une sorte de prévision providentielle des destinées du monde. Tandis que les anciennes populations du continent, dans leurs territoires restreints, ne s'accroissent qu'avec une certaine lenteur, la Russie et la république des Etats-Unis d'Amérique peuvent, avant un siècle, compter chacune cent millions d'hommes. Quoique les progrès de ces deux grands empires ne soient pas pour nous un sujet d'inquiétude, et qu'au contraire, nous applaudissions à leurs généreux efforts en faveur de races opprimées, il est de l'intérêt prévoyant des nations d'Europe européennes de ne point rester morcelées en tant qu'Etats divisés sous force et sans esprit public.

La politique doit s'élever au-dessus des préjugés étroits et mesquins d'un autre âge. L'Empereur ne croit pas que la grandeur d'un pays dépende de l'affaiblissement des peuples qui l'entourent et ne voit de véritable équilibre que dans les vœux satisfaits des nations de l'Europe. En cela, il obéit à des convictions anciennes et aux traditions de sa race. Napoléon Ier avait prévu les changements qui s'opèrent aujourd'hui sur le continent européen. Il avait déposé les germes de nationalités nouvelles, dans la péninsule en créant le royaume d'Italie, en Allemagne en faisant disparaître deux cent cinquante Etats indépendants.

Si ces considérations sont justes et vraies, l'Empereur a en raison d'accepter ce rôle de médiateur qui n'a pas été sans gloire, d'arrêter d'inutiles et douloureuses effusions de sang, de modérer le vainqueur par son intervention amicale, d'atténuer les conséquences des revers, et de poursuivre, à travers tant d'obstacles, le rétablissement de la paix. Il aurait, au contraire, mécompris sa haute responsabilité, si, violant la neutralité promise et proclamée, il s'était jeté à l'improviste dans les hasards d'une grande guerre, d'une de ces guerres qui réveillent les haines de races et dans lesquelles s'entrechoquent des nations entières. Quel est, en effet, le but de cette lutte engagée spontanément contre la Prusse, nécessairement contre l'Italie? Une conquête, un agrandissement territorial? Mais le gouvernement impérial a depuis longtemps appliqué les principes de l'extension territoriale.

La patrie des populations avant les mêmes mœurs, le même esprit national que nous, et il a demandé au libre consentement de la Savoie, le comté de Nice le rétablissement de nos frontières naturelles. La France ne peut désirer que les agrandissements territoriaux qui n'altèrent pas sa puissante cohésion, mais elle doit toujours travailler à son agrandissement moral ou politique, en faisant servir son influence aux grands intérêts de la civilisation.

Son rôle est de cimenter l'accord entre toutes les puissances qui veulent à la fois maintenir le principe d'autorité et favoriser le progrès. Cette alliance enlèvera à la révolution le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples et conservera aux grands Etats éclairés la sage direction du mouvement démocratique qui se manifeste partout en Europe.

Toutefois, il y a dans les émotions qui se sont emparées du pays un sentiment légitime qu'il faut reconnaître et préciser. Les résultats de la dernière guerre contiennent un enseignement grave et qui n'a rien coûté à l'honneur de nos armes; ils nous indiquent la nécessité, pour la défense de notre territoire, de perfectionner sans délai notre organisation militaire. La nation ne manquera pas à ce devoir, qui ne saurait être une menace pour personne; elle a le juste orgueil de la valeur de ses armées; ses susceptibilités éveillées par le souvenir de ses fastes militaires, pour le nom et les actes du souverain qui le gouverne, ne sont que l'expression de sa volonté énergique de maintenir, hors de toute atteinte, son rang et son influence dans le monde.

En résumé, du point de vue élevé où le gouvernement impérial considère les destinées de l'Europe, l'horizon lui paraît dégagé d'éventualités menaçantes; de problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprimait pas, passent sur les destinées des peuples; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus difficiles; ils ont reçu leur solution naturelle sans de trop violentes secousses et sans les concours dangereux des passions révolutionnaires.

Une paix qui se posera sur de pareilles bases sera une paix durable.

Quant à la France, de quelque côté qu'elle porte ses regards, elle n'aperçoit rien qui puisse entraver sa marche ou troubler sa prospérité. Conservant avec toutes les puissances d'amicales relations, dirigé par une politique qui a pour signes de sa force la générosité et la modération, appuyé sur une imposante unité, avec son génie qui rayonne partout, avec ses trésors et son crédit qui fécondent l'Europe, avec ses forces militaires développées, entourées désormais de nations indépendantes, elle apparaît non moins grande, elle demeurera non moins respectée.

Tel est le langage que vous devez tenir dans vos rapports avec le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Arrière, etc.

LA VALETTE.

Napoléon III et le Rhin, tel est le titre d'une brochure qui vient de paraître en Angleterre. L'auteur est M. Pope Hennessy, un des membres les plus considérables du Parlement anglais. La France a traduit la plus grande partie de la brochure et déclare n'en avoir omis aucun passage essentiel. Il est inutile d'ajouter, dit-elle, qu'en signalant cette publication, d'un membre important de la Chambre des communes, nous liisons à M. Pope Hennessy la responsabilité de ses appréciations.

Nous empruntons à la France la traduction qu'elle a faite de l'ouvrage de M. Pope Hennessy, car, sur de semblables questions, il est bon de tenir l'opinion publique en éveil. Mais nous devons dire que nous n'avons pu nous procurer certains renseignements sur lesquels l'auteur de la brochure a basé une partie de son raisonnement. Quoi qu'il en soit, et même si les faits sur lesquels il se fonde ne sont pas exacts, la brochure de M. Pope Hennessy est un document sérieux et qui agitera les esprits tant qu'il n'aura pas été résolu en faveur de la France.

Croire que la discussion ait pu être ouverte au hasard et fermée à la hâte, ce serait, dit-il, tomber dans une double erreur. La question a été posée pour donner une satisfaction à l'opinion publique en France. Or, qu'est-ce que l'opinion publique en France? C'est la base de la Constitution, la principale source du mouvement national, la vie et l'âme de l'Empire. Telle est la grande puissance qui a pu et qui peut rectifier les frontières du Rhin. Et pourquoi l'opinion publique a-t-elle prononcé des paroles irrévoquables? Pourquoi a-t-elle rompu un silence semi-séculaire? Parce que l'Europe d'aujourd'hui n'est plus l'Europe de 1815; parce que, surtout, la France d'aujourd'hui n'est plus la France vaincue et humiliée qu'il y a cinquante ans.

L'auteur de la brochure rappelle la défaite de Waterloo pour dire qu'elle a été vengée et que la politique de Napoléon Ier lui a survécu. Cette politique triomphe aujourd'hui, et l'héritier de Napoléon Ier, inspiré par le génie de son prédécesseur, dirige la marche des affaires européennes. Il rend à la maison de Savoie la couronne de fer des rois lombards. Sans mettre un soldat français en avant, il rend la liberté à Venise. Il fait triompher la France dans les conseils de la diplomatie, comme sur les champs de bataille.

La politique intérieure n'est pas moins heureuse; il a trouvé la France sur la pente de la banqueroute, les chemins de fer en baisse, les fonds publics dépréciés et la crise commerciale passée à l'état chronique. C'est ainsi que l'auteur de la brochure décrit la France en 1851. Il compare ensuite la France d'aujourd'hui à l'Angleterre, « cette mère féconde du commerce moderne. » En Angleterre, le numéraire est cher; en France, il est bon marché. D'un côté, panique prolongée; de l'autre, pléthore de ressources; plénitude de richesses. Les plus solides maisons de banque de la Grande-Bretagne, les institutions de crédit les mieux posées, s'écroulent ou tremblent sur leurs bases; en France, on ne signale pas un seul désastre commercial. Aujourd'hui la France fournit des locomotives aux chemins de fer anglais; c'est la France qui fabrique le papier sur lequel on imprime les journaux de Londres. Le contraste est partout. En 1866, l'Empereur, s'adressant au Sénat et au Corps législatif, se félicite de ce qu'il n'y a pas un seul détenu politique dans les prisons françaises, pas un seul réfugié politique au-delà des frontières. Et de nombreux condamnés politiques subsistent des condamnations sévères dans les prisons de Londres, et des milliers de citoyens anglais sont arrêtés pour délits politiques. Il faut appliquer les rigueurs du *mutiny act* pour réprimer les crimes politiques qui se multiplient dans l'armée. Enfin, de l'autre côté de l'Océan, des milliers d'hommes, nés sujets de la reine Victoria, sont aujourd'hui les ennemis ardents et avoués de sa couronne. Après avoir rendu à la France son influence au dehors et sa prospérité à l'intérieur, son souverain parle de lui rendre ses anciennes frontières.

L'Empereur, dit M. Pope Hennessy, ne parle jamais qu'après mûre réflexion. Il faut donc regarder comme très-étrange le désir de reprendre les frontières du Rhin. Cette idée, dit-on, est contraire aux traités de Vienne; mais que resto-t-il des traités de Vienne? La France est encore de toutes les nations européennes celle qui les a violés le moins souvent.

L'art. 41 du traité de Vienne, dit-il, n'est qu'une promesse, une promesse, réelle indépendance, pour employer les propres termes de l'empereur Alexandre. Où est tout cela? Le Royaume du traité n'existe plus. La Pologne vit encore; mais elle vit par son esprit de nationalité, par cette résistance énergique, aux lois, à la persécution, semble donner de nouvelles forces.

Même déclaration à Francfort; la proclamation publiée le 21 décembre par le prince Schwartzberg reconnaissant qu'en franchissant le Rhin les alliés croyaient entrer sur le véritable sol de la France.

M. Pope Hennessy rapporte une conversation intime, dans laquelle lord Palmerston a exprimé le fond de sa pensée sur la question des frontières rhénanes. Lord Palmerston, dit-il, avait l'habitude de causer avec un abandon complet, dans le *smoking room* (buvette) de la Chambre des communes. Là, il parlait à ses adversaires politiques et leur laissait voir le fond de sa pensée.

L'Autriche s'est emparée de Cracovie; la Prusse n'a pas tenu ses engagements envers le duché de Posen, le traité n'a pas reçu son exécution en ce qui concerne l'Italie, etc. La France étendant ses frontières jusqu'à la rive gauche du Rhin, est-ce donc une idée nouvelle? M. Pope Hennessy rappelle le traité de Campo-Fornio. Il rappelle les déclarations des alliés en 1813. Que dissient alors les sou-

européennes. Il rend à la maison de Savoie la couronne de fer des rois lombards. Sans mettre un soldat français en avant, il rend la liberté à Venise. Il fait triompher la France dans les conseils de la diplomatie, comme sur les champs de bataille.

La politique intérieure n'est pas moins heureuse; il a trouvé la France sur la pente de la banqueroute, les chemins de fer en baisse, les fonds publics dépréciés et la crise commerciale passée à l'état chronique.

C'est ainsi que l'auteur de la brochure décrit la France en 1851.

Il compare ensuite la France d'aujourd'hui à l'Angleterre, « cette mère féconde du commerce moderne. »

En Angleterre, le numéraire est cher; en France, il est bon marché. D'un côté, panique prolongée; de l'autre, pléthore de ressources; plénitude de richesses.

Les plus solides maisons de banque de la Grande-Bretagne, les institutions de crédit les mieux posées, s'écroulent ou tremblent sur leurs bases; en France, on ne signale pas un seul désastre commercial.

Aujourd'hui la France fournit des locomotives aux chemins de fer anglais; c'est la France qui fabrique le papier sur lequel on imprime les journaux de Londres.

Le contraste est partout. En 1866, l'Empereur, s'adressant au Sénat et au Corps législatif, se félicite de ce qu'il n'y a pas un seul détenu politique dans les prisons françaises, pas un seul réfugié politique au-delà des frontières.

Et de nombreux condamnés politiques subsistent des condamnations sévères dans les prisons de Londres, et des milliers de citoyens anglais sont arrêtés pour délits politiques. Il faut appliquer les rigueurs du *mutiny act* pour réprimer les crimes politiques qui se multiplient dans l'armée.

Enfin, de l'autre côté de l'Océan, des milliers d'hommes, nés sujets de la reine Victoria, sont aujourd'hui les ennemis ardents et avoués de sa couronne.

Après avoir rendu à la France son influence au dehors et sa prospérité à l'intérieur, son souverain parle de lui rendre ses anciennes frontières.

L'Empereur, dit M. Pope Hennessy, ne parle jamais qu'après mûre réflexion. Il faut donc regarder comme très-étrange le désir de reprendre les frontières du Rhin.

Cette idée, dit-on, est contraire aux traités de Vienne; mais que resto-t-il des traités de Vienne? La France est encore de toutes les nations européennes celle qui les a violés le moins souvent.

L'art. 41 du traité de Vienne, dit-il, n'est qu'une promesse, une promesse, réelle indépendance, pour employer les propres termes de l'empereur Alexandre.

Où est tout cela? Le Royaume du traité n'existe plus. La Pologne vit encore; mais elle vit par son esprit de nationalité, par cette résistance énergique, aux lois, à la persécution, semble donner de nouvelles forces.

Même déclaration à Francfort; la proclamation publiée le 21 décembre par le prince Schwartzberg reconnaissant qu'en franchissant le Rhin les alliés croyaient entrer sur le véritable sol de la France.

M. Pope Hennessy rapporte une conversation intime, dans laquelle lord Palmerston a exprimé le fond de sa pensée sur la question des frontières rhénanes.

Lord Palmerston, dit-il, avait l'habitude de causer avec un abandon complet, dans le *smoking room* (buvette) de la Chambre des communes. Là, il parlait à ses adversaires politiques et leur laissait voir le fond de sa pensée.

L'Autriche s'est emparée de Cracovie; la Prusse n'a pas tenu ses engagements envers le duché de Posen, le traité n'a pas reçu son exécution en ce qui concerne l'Italie, etc.

La France étendant ses frontières jusqu'à la rive gauche du Rhin, est-ce donc une idée nouvelle? M. Pope Hennessy rappelle le traité de Campo-Fornio. Il rappelle les déclarations des alliés en 1813. Que dissient alors les sou-

Feuilleton du Journal de Lévis.

DU 8 OCTOBRE 1866.

L'ASSASSINAT DU PONT-ROUGE.

IX

À LA CAMPAGNE.

(Suite.)

Destroy, de son côté, observait ces détails avec plaisir et y voyait les présages, pour Clément et sa femme d'une journée exceptionnellement calme et heureuse.

Chose surprenante, qui troubla profondément Destroy, ce qui dans sa pensée, devait compléter le bonheur de ses amis et l'étendre, y mit brusquement un terme. Tout en Rosalie s'effaçait d'abord devant l'amour maternel. A peine eut-elle

passé le seuil du domicile de la nourrice, que, courant au berceau de son fils, elle saisit l'enfant dans ses bras et le couvrit de caresses et de larmes. Elle l'envisagea ensuite avec une curiosité fébrile, comme pour juger de sa mine et de sa croissance. Le jour de la fenêtre tombait en plein sur l'enfant. L'examen auquel se livrait la mère produisit instantanément sur elle l'effet d'une catastrophe. Elle redevenait pâle; son œil s'ouvrit outre mesure: la consternation, puis l'épouvante, se répandirent sur son visage. Clément, lui aussi, perdit soudainement sa gaieté. Il regardait cette scène, le front plissé, les sourcils joints, l'air morne et plein d'inquiétude. Max comprenait d'autant moins ce qu'il voyait, que l'enfant, qui pouvait avoir quinze mois, outre qu'il était d'une beauté remarquable, paraissait, pour son âge, doué d'une force peu commune. Il avait les joues et les lèvres roses, de grands yeux noirs, des sourcils arqués qui semblaient dessinés avec un pinceau, et, par-dessus cela, d'épais cheveux bruns,

soyeux et bouclés, qui rehaussaient encore la blancheur éclatante de son teint.

« Regarde! » fit tout à coup Rosalie d'une voix éteinte en présentant l'enfant à son mari.

Clément le prit dans ses bras et considéra attentivement ses traits. Il le rendit presque aussitôt à la mère avec des marques de doute et de terreur.

« Ton obstination n'est pas raisonnable, balbutia-t-il en détournant la tête. Je te jure que tu te trompes. »

Et il se mit à mesurer la chambre à grands pas.

« Il est bien mignon, disait la nourrice avec un attendrissement effectif. On en fait ce qu'on veut. S'il ne rit jamais, il ne pleure pas non plus. Quand il a ce qu'il lui faut, il ne bouge pas plus qu'un terme; on dirait qu'il réfléchit. »

L'enfant, pendant ce temps-là, regardait alternativement son père et sa mère d'un air glacial et ajoutait ainsi à leurs angoisses. Clément paraissait incapable de supporter plus long-

temps le poids du regard de son fils.

« Voyons, la mère, dit-il d'un ton impérieux à la nourrice, prenez l'enfant, tandis que nous irons faire un tour dans la forêt. »

Rosalie adressa à son mari un regard rempli de mélancolie et de découragement.

« Bah! fit Clément en haussant les épaules. Sortons! »

Durant la promenade, Clément, en apparence maître de lui-même, essaya plusieurs fois de rompre un silence pénible; mais ni Rosalie, plongée dans un invincible prostration, ni Max, sous l'empire d'impressions puissantes, ne le secondèrent. Ce n'était pas seulement l'étonnante pantomime de Clément et de sa femme à la vue de l'enfant, qui troublait Destroy; à cela se joignaient pour le bouleverser, les remarques que lui avait suggérées l'observation attentive de ce même enfant. Au fond de son souvenir gisait une physionomie identique à celle du fils de Rosalie. Oh! l'avait-il vue? C'est ce qu'il ne pouvait se rappeler. Puis, cet enfant ne ressemblait nullement

ni à son père ni à sa mère. Il n'avait pas seulement une chevelure d'un noir de jais, quand Clément et Rosalie avaient des cheveux qui traient sur le blond, il avait encore des traits qui leur étaient totalement étrangers. Outre cela, ce qui frappait bien davantage, sa jolie figure n'annonçait ni sensibilité, ni intelligence; elle conservait, même sous les plus tendres caresses, l'impassibilité de l'idiotisme. Les agaceries de sa nourrice n'étaient pas parvenues à le faire sourire; ses lèvres étaient restées closes comme son cœur semblait muet. Il s'était borné à examiner opiniâtement son père et sa mère avec une indifférence stupide. Destroy qui aimait beaucoup les enfants, avait ressenti insensiblement une telle froideur à l'examen de celui-ci qu'il n'avait pas même songé à l'embrasser. Vingt sensations l'avait assailli graduellement, et sa curiosité, un moment assoupie, au sujet du mystère qui pesait sur l'existence de Clément, s'était réveillée avec une intensité nouvelle.